

Faut que ça bouge !

1) Du pétrole et du gaz.

Quand on voit le perpétuel mouvement de balancier – à la hausse, à la baisse, à la hausse, à la baisse... –, cette horlogerie qu'organisent les centres de paris en tous genres qui font la loi sur les prix des matières premières, le sens commun laisse penser que les opérateurs qui tiennent en main lesdites matières sont gagnants à la hausse, mais perdent à la baisse. Et, à considérer les profits des pétroliers et autres gaziers dans la période où médias et administrations se sont acharnés à répandre la grande peur d'une rareté prochaine, on se dit qu'on a là une belle illustration des bénéfices que peut rapporter la Terre Promise de l'assèchement des ressources.

Mais qu'en est-il dans une situation où ceux qui tiennent la source tiennent aussi la distribution finale ? Assurément, ils gagnent à la hausse, qu'ils anticipent en appliquant immédiatement aux consommateurs des augmentations qui se constatent à la marge sur les marchés *spot* – des ajustements secondaires qui se font sur des marchés purement spéculatifs – et en survalorisant ainsi des stocks ou des promesses de vente qu'ils ont acquis aux prix précédents. Pour autant, perdent-ils à la baisse ? Rien n'est moins certain, car il leur suffit alors de ne pas répercuter toute la baisse sur les prix finaux, et ils sont si peu nombreux qu'ils n'auront guère de peine à s'entendre pour s'assurer mutuellement de cet heureux effet qui valorisera à son tour leur « activité ».

En cet automne 14, le prix du pétrole brut tombe soudain de plus de 60% (de 140 dollars U.S. le baril à moins de 50) à la fin de la *driving season*. Toutefois, dans un pays comme la France, le prix du carburant à la pompe s'effrite seulement de 15% à 20%. L'énorme prélèvement (fixe par litre) qu'impose le gouvernement est la cause du décalage : la baisse de la ressource primaire donnera d'ailleurs l'occasion d'accroître la prédation d'État sans qu'en ressente la douleur un menu peuple qui se trouvera déjà bien heureux de se voir enlever quelques centimes de moins. Ce même peuple sera encore mieux servi pour ce qui est du gaz. Au début de cette saison de chauffe, des fournisseurs primaires comme les Russes consentent des rabais de 10% ou plus à ceux qui savent négocier, mais, aux compteurs de notre Bonne Mère Suez, les mystérieuses formules de calcul bénies par les Autorités font que cela se traduit seulement par une baisse de 1% à 2%, immédiatement avalée par la hausse de la *taxe intérieure* sur la consommation de gaz votée par le parlement dans le cadre du budget 2015 : une *taxe sociale*, certainement...

Si les mouvements de baisse sont riches d'opportunités pour le ministère des Impôts, il reste une vérité de fond : les agents qui tiennent d'un bout à l'autre la chaîne de l'exploitation sont en mesure de gagner à la hausse, et de gagner encore à la baisse. En bons financiers, ils ont inventé pour leur compte une de ces *roulettes-où-on-ne-perd-jamais* qui font les bonnes fortunes du monde où on est. L'important de l'affaire, ce n'est pas que cela parte à la hausse ou à la baisse, mais simplement que *ça bouge*. Voilà pourquoi les maîtres de vos consommations s'accommodent si bien des mouvements erratiques des prix que fabriquent avec constance des bandes de parieurs auxquels ils accordent à la fois considération et force gratifications, tant « l'activité » de ceux-ci est vitale pour les procédures de captation de la valeur dans un univers financiarisé. En passant, l'anecdote pétrolo-gazière nous dit aussi pourquoi les *organes d'opinion* (ou plutôt *de propagande*...) des pays « développés » se sont mis à encenser le mouvement pour le mouvement, et à porter si volontiers au pinacle toutes sortes d'agitations stériles. Peu importe ce que cela fait, l'essentiel, c'est que *ça bouge* !

2) Un automne chaud et renversant.

Cet automne 14 est décidément renversant. Il est saisissant qu'après avoir soutenu l'islam talibanique et en avoir reçu la juste récompense via Ben Laden puis le nouveau calife Al Baghdadi et ses compères d'Afrique, les grands et petits Satan d'occident prennent maintenant pour alliés les guerriers marxistes kurdes. Il est vrai qu'en défendant leurs territoires ceux-ci ont fait preuve de leurs capacités, de leur détermination et de leur intelligence : dans le secteur où ils se trouvent, il n'y a guère d'autres combattants de cette trempe, sans compter la posture *moderne* qu'ils donnent à la femme promue elle aussi sur le front. Il est vrai aussi que les ennemis des ennemis que l'on s'est créé ont vocation à devenir « nos amis », mais on peut comprendre que certains de « nos amis traditionnels » éprouvent quelques difficultés à prendre le tournant. Encore un peu et, à soutenir les chiites d'Irak, on finira par faire ami-ami avec les mollahs d'Iran : un comble, qui donne raison à la diplomatie russe, et dont on se demande bien comment nos « vieux amis » de Turquie, d'Israël, d'Arabie Saoudite et d'autres émirats pourront s'y faire !

Les réseaux d'alliance et les « guerres locales » qui se généralisent ne sont toutefois pas le seul domaine où ce qui était précédemment *tendance* a été brusquement renversé par les développements de fait. Incontestablement *tendance* depuis un demi siècle était l'antienne qui voulait que les prix des énergies fossiles fussent voués à une hausse continue jusqu'au moment où les matières qui en sont le support disparaîtraient après s'être progressivement raréfiées. C'était surfait, et ceux qui voulaient bien le savoir ne pouvaient pas ignorer qu'en 1970 comme aujourd'hui le monde disposait de réserves fossiles pour des décennies, sans même compter les schistes gazeux et autres sables bitumineux, ni les découvertes « classiques » qu'on fait encore ici ou là, et encore moins la percée certainement salvatrice des énergies de substitution. Et c'était surfait, aussi, parce que les schémas anticipateurs reposaient sur l'idée d'une inexorable inflation de la demande : une manie de l'expansionnisme que les auteurs de tous les *business-plans* de la terre intégraient plan-plan dans leur vision de l'avenir, cependant que les *organes d'opinion* en faisaient un ingrédient de leurs soupes idéologiques (soupe douce : louer la démocratisation du progrès matériel ; soupe aigre : morigéner ces inconscients qui ruinent l'avenir de la planète ; toutes autres variétés au goût du cuisinier).

Il a suffi d'un ralentissement dans la marche expansive du système dominant pour que ce qui était jusqu'alors *tendance* ne soit soudainement plus de saison. On avait beau arguer des espoirs qu'on mettait dans les « besoins » des pays *émergents* (dont *l'émergence* laissait d'ailleurs à désirer...) ou dans les « besoins » et les destructions des guerres : l'évidence était désormais celle d'une capacité de production durablement supérieure à la demande solvable, ce qui conduisait une masse d'États producteurs à en rabattre sur le prix pour placer leur camelote. Il ne restait plus alors aux parieurs *experts* des marchés *spot* qu'à en tirer les conséquences : c'est au nom de cette nouvelle « lecture globale » qu'on a vu, juste après la *driving season* estivale, le prix du baril de brut baisser de semaine en semaine tout le long de l'automne et passer sous la barre des 50 dollars à la fin de novembre. Et on a également vu le gaz lui emboîter le pas, en dépit de ce que pouvait laisser attendre la *crise ukrainienne* et l'arrivée de la saison de chauffe dans les pays du nord.

Si l'on se pose la question de savoir qui pourrait être gêné par le brusque dégonflement des projections futuristes fondées sur une inflation mécanique des « besoins », on se dispensera de toute inquiétude concernant les *grandes compagnies* gazières et pétrolières d'Occident : on a

dit plus haut que, du côté de la distribution, elles sauraient tirer avantage du mouvement des prix, quel qu'en soit le sens. On peut ajouter que, du côté de la production, elle n'auront aucun motif de baisser le « prix technique » de leurs *prestations de services* pour le compte des maîtres des territoires où elles opèrent.

Ceux qui se verront pénalisés par la baisse des prix sont en revanche « nos amis » des monarchies pétrolières et d'autres lieux du même genre. Toutefois, même avec un baril à 50 dollars, la manne qu'ils reçoivent leur suffira encore à soutenir le train de vie de leurs nombreuses familles, et à stimuler ainsi les affaires des palaces comme des industries de luxe : une utile contribution à la dynamique économique plutôt assoupie des pays du Centre. Ceux qui sont des fidèles d'Allah auront moins d'argent pour soutenir l'expansion d'un islam conquérant mais, puisque cela finit par la fourniture de kalachnikovs, de mortiers et de chars d'assaut, tous objets de nature à troubler les conditions d'exploitation de régions *sensibles*, ce n'est pas un aspect de leur action dont la contraction serait à regretter, tant de « notre » point de vue que dans « leur » intérêt bien compris. Une autre conséquence sera que leurs fonds souverains disposeront de moins de moyens pour acheter les bons du Trésor qui constituent la contrepartie des déficits budgétaires des *grands-pays-dont-les-fondamentaux-sont-sains*. Ce sera fâcheux, car cela conduira à renoncer à des facilités de caisse auxquelles on s'était habitué, mais ces affaires monétaires ne sont au fond que des questions techniques, et des esprits ouverts ne manqueront pas d'imaginer rapidement les solutions de substitution qui conviennent.

Reste un grand pays dont le territoire recèle d'immenses ressources souterraines, et pour lequel les exportations pétrolières et gazières représentent un revenu essentiel, tant de l'État que de ses exportateurs : la Russie. Mais ce pays-là ne fait pas partie de « nos amis », et se permet de rechigner à l'expansion toute naturelle de « nos principes », à commencer par l'extension territoriale de leur domaine d'application. Une bonne baisse du prix des énergies fossiles, voilà qui va lui donner une leçon ! S'ajoutant aux « sanctions » de la sphère financière, cela va littéralement le condamner à l'autarcie et, comme on sait bien que les Russes ne peuvent pas se passer d'importer nos savoir-faire techniques, tellement plus brillants que les leurs, cela va les étouffer ! Charmante perspective : quand « nos principes » ne s'imposent pas par les voies ordinaires de la séduction ou de la corruption, on en force l'acceptation par la contrainte, en prétendant mettre à genoux ceux qui n'en sont pas convaincus. Une fois de plus (une fois de trop ?), cette démarche hautement compréhensive n'est cependant qu'un pari de parieurs professionnels. Outre le risque de voir la confrontation dégénérer en affrontements féroces, la situation pourrait évoluer autrement, et conduire par exemple, après des décennies de brouille, à une réconciliation (opérationnelle sinon affective) avec la Chine, cet autre grand pays affamé d'énergie où nous faisons fabriquer les bijoux informatiques de nos si enviables NTIC.

Encore un renversement d'alliance en vue ? Décidément, tout se met à bouger ! Quel moment excitant !

Janvier 2015.